**Élisabeth BADINTER, *M^{me} du Châtelet, M^{me} d'Épinay ou
l'ambition féminine au XVIII^e siècle***

Paris, Flammarion, 2006, 494 p., ISBN 9-782082-105637, 20 €.

Annie Duprat

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11280>

DOI : 10.4000/ahrf.11280

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 209-210

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Annie Duprat, « Élisabeth BADINTER, *M^{me} du Châtelet, M^{me} d'Épinay ou l'ambition féminine au XVIII^e siècle* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 349 | juillet-septembre 2007, mis en ligne le 29 décembre 2009, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11280> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11280>

l'Institut national : dispersée entre l'Académie des Sciences et l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, la géographie cesse de participer à cette configuration républicaine des savoirs qui, mise en place sous le Directoire, visait à construire une science générale de l'homme susceptible de perfectionner l'individu et les sociétés. Plurielles, les géographies analysées dans cet ouvrage ne sont pas moins traversées de dynamiques disciplinaires comme le montrent Isabelle Surun (« Les sociétés de géographie dans la première moitié du XIX^e siècle : quelle institutionnalisation pour quelle géographie ? ») dans son étude des logiques d'institutionnalisation à l'œuvre dans les sociétés savantes du XIX^e siècle ou Daniel Nordman (« Les sciences historiques et géographiques dans l'exploration scientifique de l'Algérie – vers 1840-vers 1860 – ») dans son analyse des mutations des pratiques liées aux voyages et expéditions scientifiques. Soucieux des méthodes et des instruments utilisés par les différents types de « géographes », les auteurs font émerger les étapes et les conditions de possibilités tant sociales que théoriques (pensons en particulier au rôle joué par les notions de « paysage » ou de « frontières naturelles » et aux nouvelles modalités de lecture de l'espace qu'elles induisent) de l'autonomisation progressive de la géographie. À travers les différents objets étudiés qui permettent de croiser des approches diverses (histoire intellectuelle, sociale, politique...) et justifient encore l'intérêt de travailler sur une période chronologique large (1750-1850), l'ouvrage offre une réflexion méthodologique particulièrement précieuse et propose de nouvelles pistes pour renouveler, à l'écart des théories classiques des « influences » et des « précurseurs », une histoire des savoirs qui montre encore sa vitalité.

Jean-Luc CHAPPEY

Élisabeth BADINTER, *M^{me} du Châtelet, M^{me} d'Épinay ou l'ambition féminine au XVIII^e siècle*, Paris, Flammarion, 2006, 494 p., ISBN 9-782082-105637, 20 €.

Cet ouvrage est la réédition, un peu transformée et augmentée, d'un livre qu'Élisabeth Badinter avait consacré en 1983 à ces deux femmes savantes du siècle des Lumières, Émilie du Châtelet et Louise d'Épinay, sous le titre *Émilie, Émilie, l'ambition féminine au XVIII^e siècle*. Ce titre un peu obscur devait attirer l'attention sur les similitudes (de destin, de vie, de comportement et d'intérêts scientifiques entre les deux femmes, Louise d'Épinay se faisant appeler Émilie pour plaire à son amant, Claude Dupin de Francueil dont la belle-mère avait été une des premières protectrices de Rousseau à son arrivée à Paris). Les deux femmes ont en commun le fait d'avoir été assez peu heureuses dans leur vie matrimoniale, Émilie du Châtelet se séparant de fait assez rapidement de son mari après avoir (lui semblait-il) rempli son devoir en mettant au monde deux enfants tout comme Louise d'Épinay qui a souffert des infidélités notoires et de la vie dissolue du sien.

Le livre est construit en sept chapitres qui, pour être thématiques, n'en épousent pas moins la chronologie car le projet de l'auteur est de saisir comment se construit une personnalité, se développe une pensée et se nouent des amitiés et des amours. Après un avant-propos très percutant dans lequel elle définit ce que peut être « l'ambition féminine » dans un siècle dont elle rappelle l'aspect bigarré (il y a une distance chronologique entre Émilie du Châtelet – 1706-1749 – et Louise d'Épinay – 1726-1783), Élisabeth Badinter examine de façon croisée les destins de

ses deux héroïnes en les plaçant toujours sous la toise de la question de « l'ambition féminine ». On y observe les ressemblances (une vie conjugale peu satisfaisante, les désillusions de la maternité car elles eurent toutes les deux des déceptions dans ce domaine, l'envie de se dépasser par les armes de l'esprit) et on y comprend les différences : madame du Châtelet est une héritière aristocrate tandis que la jeunesse de madame d'Épinay, orpheline placée sous la férule d'une tante bien peu tendre, a été placée sous le sceau, si ce n'est de la pauvreté, du moins de la nécessité d'être toujours débitable ; la première, femme imposante et autoritaire, brille par son intelligence, domine son célèbre amant Voltaire et construit des théories de physique remarquées par Maupertuis, un autre de ses amants, puis par Newton, tandis que la seconde, plus effacée au début de sa vie, rencontre une petite notoriété lors de sa liaison avec Melchior Grimm, et surtout à la fin de sa vie, lorsqu'elle entreprend d'écrire sur l'éducation des enfants et de ferrailler (à distance) avec Jean-Jacques Rousseau.

Le projet d'Élisabeth Badinter dans ce livre est de montrer comment des femmes ont su transformer leur destin, sans révolte ni révolution, en utilisant les ressources (mais aussi les freins) de la société de leur temps, avec obstination voire opiniâtreté et beaucoup d'intelligence. On est saisi par la lecture du chapitre 6, consacré à l'émancipation de Madame d'Épinay, qui la montre désarmée après le départ de Grimm (attiré à la cour de Catherine II de Russie) au moment même où ses enfants lui causent de graves soucis. Très maternelle, Louise d'Épinay avait bravé les habitudes de son temps en désirant élever elle-même le petit Louis-Joseph, dès que le père avait quitté le cercle de famille. Mais la dissipation de ce fils aussi volage que son père, et ses dettes de jeu que les deux parents, réunis à cette occasion, se font un devoir d'éponger, la désolent. Constatant l'échec de son modèle d'éducation, Louise d'Épinay se résout, avec son mari, à demander une lettre de cachet en 1769 qui conduira le jeune Louis-Joseph en prison durant près de deux ans. Plus proche de sa fille Angélique, elle décrit ses principes pédagogiques dans de nombreuses lettres (1756-1758) et, dès qu'elle devient grand-mère, elle consacre tous ses soins à sa petite fille, une autre « Émilie » d'ailleurs, pour qui elle rédige *Les conversations d'Émilie*. Une réédition de cet ouvrage serait la bienvenue car elle permettrait de confronter les écrits de Madame d'Épinay avec ceux de Jean-Jacques de l'*Émile*. Tandis que la première prône la liberté et l'émancipation pour les filles, le second plaçait son héroïne, Sophie, dans une position d'obéissance et de subordination.

Le dernier chapitre du livre (« Les limites de l'ambition féminine ») et la conclusion (« Hier et aujourd'hui ») sont un peu amers. Tandis que Madame du Châtelet a connu une gloire récente grâce à l'exposition que lui a consacrée la BNF, l'auteur constate l'oubli dans lequel est tombée Madame d'Épinay, les historiens ne se préoccupant, écrit-elle, que de mesurer ses occasions de conflits avec Rousseau, en lançant même l'hypothèse d'une falsification de ses écrits, en particulier des *Pseudo-Mémoires de Madame d'Épinay*, réédités en 1989 sous le titre *Les contre-confessions*. Il est vrai que lorsqu'elle a commencé à rédiger ce texte vers 1756, Louise-Émilie, craignant les réactions de Rousseau, lui avait donné le titre de *Mémoires de Madame de Montbrillant* et le genre du roman ; mais elle n'a rien publié et il a fallu attendre 1951 pour voir la première édition d'un « roman » d'une vie, sous le titre de *Pseudo-mémoires*. Historienne féministe, Élisabeth Badinter constatant l'oubli (relatif toutefois) dans lequel ses deux héroïnes sont tombées,

l'attribue à leurs relations masculines car on ne parle d'elles que pour parler d'eux. Ce livre, très informé et très bien écrit, est donc salulaire.

Annie DUPRAT

François CAILLOU, **Une administration royale d'Ancien Régime : le bureau des finances de Tours**, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2005, 2 vol., 496 et 436 p., ISBN 2-86906-197-8, 60 €.

Sous ce titre, François Caillou livre une étude majeure qui complète pertinemment la série de travaux dont nous disposons sur cette institution, les anciens (dont ceux de François Dumont sur le bureau de Moulins, renouvelés par Jean-Paul Charmeil, l'auteur de référence sur cette administration) et les plus récents (mentionnons entre autres la thèse de droit de Karine Deharbe sur le bureau des finances de Lyon – 2000 – et les recherches encadrées par l'École nationale des Chartes). L'ambition de l'ouvrage est vaste, puisqu'il s'agit de revenir sur l'affirmation couramment admise selon laquelle les bureaux de finances, après avoir connu une période de grandeur de 1577 à 1653, auraient décliné en une vaine institution vidée de ses attributions initiales. Au-delà, l'ouvrage s'inscrit dans un mouvement général d'intérêt pour les compagnies d'officiers civils, animé depuis une dizaine d'années par des historiens comme Michel Cassan ou Christophe Blanquié. On regrettera que l'auteur n'ait pas consulté les Archives nationales (et notamment la série K) pour élargir son champ d'analyse et éviter les écueils de la monographie.

Les qualités du travail de François Caillou sont immédiatement repérables. Son étude est complète et propose non seulement l'histoire de l'institution (vol. 1), mais aussi celle d'un groupe social (vol. 2) évoluant dans un contexte tourangeau que l'auteur connaît très bien. La première partie insiste sur les compétences financières et domaniales des trésoriers de France. François Caillou s'appuie sur l'accroissement des expéditions des bureaux (ordonnances et sentences ensemble) pour montrer la mutation du rôle de ces compagnies. De 877 en 1682-1686, les expéditions s'élèvent à 1 338 en 1722-1726 et 1 887 en 1762-1766. D'évidence, les bureaux perdirent aux lendemains de la Fronde la tutelle sur les administrations financières subalternes. Placés sous l'inspection des intendants, ils continuèrent néanmoins un service de vérification des états au vrai, d'homologation de textes officiels, d'enregistrement des hommages et aveux... qui maintint la compagnie en veille. La disqualification des intendants à la fin de l'Ancien Régime revigora quelque peu l'institution tant il est vrai que la question du contrôle administratif des finances royales finit par devenir l'une des préoccupations centrales du gouvernement. Cependant, l'étude révèle surtout l'activité routinière de la compagnie, non seulement en matière de contrôle comptable, mais aussi de protection et d'entretien du domaine royal. De même, l'attribution aux intendants de la connaissance des ponts et chaussées entretenus aux frais du roi (1669) engagea la compagnie à concentrer son pouvoir réglementaire de voirie et d'urbanisme sur le réseau secondaire. Ainsi, François Caillou conclut sur « l'audace » de la compagnie, « victime de son propre zèle », sans toutefois emporter pleinement notre conviction. Il est bien certain que l'institution ne resta pas inactive. Cependant, comme prisonnière d'une culture juridique, elle perpétua un mode d'administration inadapté aux exigences du moment. Même en matière de voirie, elle révéla son incompétence technique à